



C. ARTICLES DE CONVENTION
C1. AUTORITÉ CONTRACTANTE

Shawn T. Cairns
Spécialiste Principale en approvisionnement et
contrats
Division de la gestion du matériel et des biens
Direction
générale du dirigeant principal des finances
200, promenade Eglantine
Ottawa, Ontario K1A 0K9
Téléphone 613-957-1040
Courriel shawn.cairns@hc-sc.gc.ca

**Contrat de services
détaillé**

entre

Sa Majesté la Reine du chef du Canada
(ci-après appelée « Canada ») représentée par
le Ministre de la Santé (ci-après appelé le
« Ministre »), agissant par l'entremise de
l'Agence de Santé Publique du Canada
(désignée dans la présente comme « le
Ministre »)

et

(INSÉRER L'APPELLATION LÉGALE
DE L'ENTREPRENEUR)
(INSÉRER L'ADRESSE DE
L'ENTREPRENEUR)
(INSÉRER LE CODE DU
FOURNISSEUR)

(désigné dans la présente comme « Partie » ou
collectivement en tant que « les Parties »)

pour
l'exécution des travaux décrits dans l'Annexe
A - Énoncé des travaux

**CE DOCUMENT NE CONTIENT PAS
UNE EXIGENCE EN MATIÈRE DE
SÉCURITÉ**

C2. TITRE Élaboration de pratiques exemplaires en ce qui concerne les lignes directrices sur l'évaluation des TSA		
C3. PÉRIODE VISÉE PAR LE CONTRAT Date de début : _____ Date de fin : _____		
C4. NO DU CONTRAT	C5. CODE FINANCIER	C6. RÉFÉRENCE DGBM 09-25
C7. DOSSIER CONTRACTUEL ET PRIORITÉ DES DOCUMENTS 1. Les présents articles de convention (Section C); 2. Exigences en matière de sécurité (Annexe B); 3. Conditions supplémentaires (Section I); 4. Conditions générales (Section II); 5. Modalités de paiement (Section II); 6. Propriété intellectuelle (Section II); 7. Énoncé des travaux (Annexe A); (désigné collectivement dans la présente comme le « Contrat ») En cas de divergence, d'incohérence ou d'ambiguïté dans la formulation de ces documents, la formulation utilisée dans le document qui apparaît en premier dans la liste l'emportera sur la formulation utilisée dans tout document subséquent dans la liste.		
C8. VALEUR MONÉTAIRE DU CONTRAT La valeur totale du Contrat est de 0.00 \$, TPS/TVH comprises, tous les montants sont en dollars canadiens.		
C9. FACTURES Une (1) copie de chaque facture doit être transmise à l'adresse ci-dessous et présenter les éléments suivants : a. les titre, numéro et code financier du Contrat; b. la date; c. une description des travaux effectués; d. les feuilles de temps (si le paiement est effectué selon un taux horaire ou un tarif journalier); e. une attestation des frais réels (éléments de frais remboursables); f. le montant des paiements progressifs exigés; g. le montant des taxes (y compris la TPS/TVH). Toutes les factures doivent être transmises à l'adresse suivante : par courriel, à l'adresse suivante: P2P.East.Invoices-Factures.Est@hc-sc.gc.ca par courrier postal à l'adresse suivante: Santé Canada/ASPC Opérations comptables –est, Factures P2P, 2932 chemin Baseline, tour C, Ottawa (Ontario) K1A0K9		
C10. LOIS APPLICABLES Le Contrat doit être régi et interprété conformément aux lois en vigueur dans la province de l'Ontario, Canada.		
C11. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE L'Entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle en vertu de la Section IV.		
C12. SIGNATURES Le présent Contrat a été signé au nom des Parties par leurs représentants dûment autorisés. REPRÉSENTANT AUTORISÉ DE L'ENTREPRENEUR _____ Signature _____ Date _____ _____ Nom et titre en caractères d'imprimerie		
AUTORITÉ CONTRACTANTE DE L'AGENCE DE SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA _____ Signature _____ Date _____ _____ Nom et titre en caractères d'imprimerie		

SECTION I – CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

1.0 COORDONNÉES

1.1 Autorité contractante

L'Autorité contractante est désignée à la section C1 de la page 1 du Contrat.

Toute modification au Contrat doit être autorisée, par écrit, par l'Autorité contractante. L'Entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du Contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, à la suite de demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'Autorité contractante.

1.2 Chargé de projet

Le Chargé de projet est le suivant :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Adresse électronique : _____

Le Chargé de projet est le représentant du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont réalisés en vertu du Contrat, et est responsable de la gestion du Contrat au quotidien.

***Remarque :

Les factures ne doivent pas être transmises directement au Chargé de projet. Les factures doivent être transmises à l'adresse désignée à la section C9 de la première page du Contrat.

1.3 Représentant autorisé de l'Entrepreneur

Le Représentant autorisé de l'Entrepreneur est le suivant :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Adresse électronique : _____

2.0 PÉRIODE VISÉE PAR LE CONTRAT

La période initiale du Contrat est désignée dans la section C3 de la première page du Contrat.

(Supprimer le passage suivant s'il n'y a pas de périodes d'option)

Par la présente, l'Entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la période du Contrat jusqu'à (indiquer le nombre d'années d'option) supplémentaires de (indiquer la durée de chaque année d'option) chacune selon les mêmes conditions. L'Entrepreneur convient que, pendant la durée prolongée du Contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'Entrepreneur avant la date d'expiration du Contrat. L'option, qui ne pourra être exercée que par l'Autorité contractante, sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au Contrat établie en bonne et due forme.

3.0 BASE DE PAIEMENT

- 3.1 En contrepartie de la prestation satisfaisante des services convenus, le Canada versera à l'Entrepreneur (choisir soit « un montant maximal de _____ \$ » pour un contrat sujet à une limitation des dépenses, ou choisir « un prix de lot ferme tout compris de _____ \$ » pour un contrat sujet à un prix ferme), toutes dépenses, les droits de douane et les taxes applicables sont comprises.
- 3.2 Sauf indication contraire, tous les prix et toutes les sommes stipulés dans le présent Contrat excluent la taxe sur les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH), selon le cas, à moins avis du contraire. Dans la mesure où elle s'applique, la TPS ou la TVH sera précisée dans toutes les factures et demandes d'acompte pour les biens fournis ou les travaux exécutés, et sera acquittée par le Canada. L'Entrepreneur convient de verser à l'Agence du revenu du Canada tout montant payé ou dû au titre de la TPS ou de la TVH.
- 3.3 Nulle augmentation de la responsabilité globale du Canada ou du prix des travaux, en raison de changements apportés à la conception, de modifications aux devis ou d'une interprétation différente de ces derniers par l'Entrepreneur ne sera autorisée ni versée à ce dernier, à moins que ces changements ou modifications ou cette interprétation aient été approuvés par écrit par l'Autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'Entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada, à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'Autorité contractante avant leur intégration aux travaux. L'Entrepreneur doit informer, par écrit, le Chargé de projet concernant la suffisance de cette somme :

- a) lorsqu'elle sera engagée à soixante-quinze pour cent (75 %);
- b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du Contrat;
- c) si l'Entrepreneur considère que ladite somme est insuffisante pour la réalisation des travaux;

selon la première de ces conditions à se présenter.

Dans le cas où les fonds prévus au contrat se révèlent insuffisants, l'Entrepreneur doit fournir au Chargé de projet une estimation des fonds additionnels requis. Ce n'est pas parce que l'Entrepreneur aura donné cet avis et cette estimation de fonds supplémentaires que cela aura pour effet d'accroître la responsabilité du Canada.

4.0 BARÈME DE PRIX

(Choisir une des deux options suivantes)

4.1 Option 1 – Services professionnels

Pour les services professionnels, l'Entrepreneur sera payé aux tarifs fermes, tout inclus suivants. Ces tarifs comprennent les coûts indirects et les profits mais non la TPS et la TVH.

Main-d'oeuvre	Tarif journalier (CAN \$)	Niveau d'effort (nombre de jours)	Prix total (CAN \$)
Ressource n° 1 (nom, catégorie de main d'oeuvre)			____\$
Ressource n° 2 (nom, catégorie de main d'oeuvre)			____\$
Ressource n° 3 (nom, catégorie de main d'oeuvre)			____\$
Autres ressources (nom, catégorie de main d'oeuvre)			____\$
Sous-total (la TPS / TVH sont exclus)			____\$

4.1 Option 2 – Calendrier des étapes

Le calendrier des étapes selon lequel les paiements seront faits en vertu du contrat est comme suit. Ces montants ne comprennent pas la TPS ou la TVH.

Calendrier des étapes	Date de livraison	Montant ferme
N° 1.		____\$
N° 2.		____\$
N° 3.		____\$
Subtotal (la TPS / TVH sont exclus)		____\$

4.2 Estimation des taxes applicables

Est. ____\$

4.3 Frais de déplacement et de subsistance

Sous réserve de l'autorisation écrite préalable du Canada, les frais de déplacement et de subsistance engagés dans le cadre de l'exécution de travaux seront remboursés, sans provision pour les coûts indirects ou les profits, dans les limites permises par la Directive sur le voyages du Conseil National Mixte qui est en vigueur. (Voir section III, clause MP4).

Le Canada ne paiera pas l'Entrepreneur ses tarifs journaliers fermes pour le temps passé « en transit » (p. ex. le temps passé à voyager en voiture ou un avion, ou temps pour se rendre à l'aéroport et en revenir).

Estimation des frais de déplacement et de subsistance (TPS/TVH comprises)

Est. ____\$

4.4 Frais divers ou imprévus

Sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité contractante, les frais divers ou imprévus engagés dans le cadre de l'exécution des travaux seront remboursés au prix coûtant, sans provision pour les coûts indirects ou les profits.

Choisir une des options suivantes,

- Les frais divers ou imprévus (TPS/TVH comprises) ne doivent pas excéder : Est. ____\$
(À utiliser lorsque l'Entrepreneur fournit une estimation de ces dépenses.)

OU

- une indemnité provisoire de (TPS/TVH comprises) Est. ____\$
(Cette option est utilisée lorsque le Ministère prévoit un montant pour couvrir de telles dépenses. Par exemple, le Ministère peut avoir besoin de retenir les services d'un spécialiste ou d'un expert en particulier dont le tarif journalier doit être négocié lorsque le besoin se manifeste, ou encore, lorsque le Ministère peut ne pas vouloir donner une estimation du temps ou du nombre de jours qui seront nécessaires.)

5.0 MODALITÉS DE PAIEMENT

(Choisir une des options suivantes)

5.1 OPTION 1 PAIEMENT FORFAITAIRE

- i. Le versement d'une somme forfaitaire en contrepartie des services rendus sera effectué après l'achèvement et l'acceptation des travaux, à la satisfaction du Chargé de projet, et après la présentation d'une facture détaillée.

5.1 OPTION 2 PAIEMENTS D'ÉTAPES

Le Canada effectuera les paiements d'étape conformément au calendrier des étapes figurant dans le Contrat et aux dispositions de paiement du Contrat si :

- i. l'Entrepreneur présente une facture exacte et complète et tout autre document exigé par les clauses du Contrat relatives à la facturation;
- ii. tous les travaux associés à l'étape et, selon le cas, tout produit livrable exigé sont terminés et ont été acceptés par le Canada.

5.1 OPTION 3 PAIEMENT MENSUEL

Le Canada versera mensuellement à l'Entrepreneur le paiement pour services rendus sur réception d'une facture détaillée précisant en détail les travaux accomplis, l'état d'avancement des tâches et des produits livrables stipulés dans le Contrat et le nombre de jours-personnes utilisés, ainsi que de l'attestation du Chargé de projet certifiant que la facture est véridique et exacte et que l'Entrepreneur a, pendant la période visée par la facture, procédé à la réalisation des travaux.

SECTION II – CONDITIONS GÉNÉRALES

(SÉLECTIONNER PARMI LES DEUX OPTIONS –
« Conditions générales » et « Conditions générales – SP en-ligne », supprimer celle qui ne s'applique pas)

CG1. Définitions

- 1.1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent Contrat.
 - 1.1.1. « Autorité contractante » signifie l'agent ou l'employé du Canada désigné dans les articles de convention et comprend une personne autorisée par celle-ci pour s'acquitter de ses fonctions en vertu du présent Contrat.
 - 1.1.2. « Coût » désigne le Coût établi conformément aux Principes des Coûts contractuels (PCC) 1031-2 de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) en vigueur à la date de la demande de soumissions ou, s'il n'y a pas eu de demande de soumissions, à la date du Contrat. Les PCC 1031-2 se trouvent sur le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/1031-2/6-0>.
 - 1.1.3. « Ministre » : comprend une personne agissant pour le Ministre ou ses successeurs, ou à titre de Ministre si le poste est sans titulaire, et toute personne désignée pour les représenter aux fins du présent Contrat, ainsi que leurs fondés de pouvoir.
 - 1.1.4. « Travaux » : à moins de stipulation contraire du Contrat, comprend tout (activités, services, biens, équipements et choses) ce que l'Entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour s'acquitter des obligations que lui impose le Contrat.

CG2. Date d'achèvement des Travaux et description des Travaux

- 2.1. L'Entrepreneur devra, entre la date du début et la date d'achèvement inscrites à l'article C3 – Période visée par le Contrat des articles de convention, exécuter et terminer avec soin, compétence, diligence et efficacité les Travaux décrits dans l'Énoncé des Travaux (Annexe A).

CG3. Successeurs et ayants droit

- 3.1. Le Contrat s'applique au bénéfice des successeurs et cessionnaires autorisés du Canada et de l'Entrepreneur, et il lie ces derniers.

CG4. Sous-traitants

- 4.1. Les sous-traitants doivent détenir une attestation de vérification de sécurité de niveau équivalent à celui requis pour l'Entrepreneur.
- 4.2. Les Contrats et les Contrats de sous-traitance avec des tiers contenant des exigences de sécurité ne peuvent être attribués sans permission écrite préalable de l'Autorité contractante.

CG5. Cession

- 5.1. L'Entrepreneur ne peut céder le Contrat sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'Autorité contractante. Toute cession effectuée sans ce consentement est nulle et sans effet. La cession entrera en vigueur suite à l'exécution d'une entente de cession signée par les Parties et le cessionnaire.
- 5.2. La cession du Contrat ne dégage pas l'Entrepreneur des obligations en vertu du Contrat et n'impose aucune responsabilité au Canada.

CG6. Rigueur des délais et retard justifiable

- 6.1. Il est essentiel que les Travaux soient exécutés dans les délais prévus au Contrat.

- 6.2. Le retard de l'Entrepreneur à s'acquitter de toute obligation prévue au Contrat à cause d'un événement qui :
 - a. est hors du contrôle raisonnable de l'Entrepreneur;
 - b. ne pouvait raisonnablement avoir été prévu;
 - c. ne pouvait raisonnablement avoir été empêché par des moyens que pouvait raisonnablement utiliser l'Entrepreneur;
 - d. est survenu en l'absence de toute faute ou négligence la part de l'Entrepreneur, sera considéré comme un « retard justifiable » si l'Entrepreneur informe l'Autorité contractante de la survenance du retard ou de son éventualité dès qu'il en prend connaissance. L'Entrepreneur doit de plus informer l'Autorité contractante, dans les quinze (15) jours ouvrables, de toutes les circonstances reliées au retard et soumettre à l'approbation de l'Autorité contractante un plan de redressement clair qui détaille les étapes que l'Entrepreneur propose de suivre afin de minimiser les conséquences de l'événement qui a causé le retard.
- 6.3. Toute date de livraison ou autre date qui est directement touchée par un retard justifiable sera reportée d'une durée raisonnable n'excédant pas celle du retard justifiable.
- 6.4. Toutefois, au bout de trente (30) jours ou plus de retard justifiable, l'Autorité contractante peut, par avis écrit à l'Entrepreneur, résilier le Contrat. Dans un tel cas, les Parties conviennent de renoncer à toute réclamation pour dommages, Coûts, profits anticipés ou autres pertes découlant de la résiliation ou de l'événement qui a contribué au retard justifiable. L'Entrepreneur s'engage à rembourser immédiatement au Ministre la portion de toute avance non liquidée à la date de la résiliation.
- 6.5. Le Canada ne sera pas responsable des frais engagés par l'Entrepreneur ou l'un de ses sous-traitants ou mandataires par suite d'un retard justifiable, sauf lorsque celui-ci est attribuable à l'omission du Canada de s'acquitter d'une de ses obligations en vertu du Contrat.

CG7. Indemnisation

- 7.1. L'Entrepreneur exonère et indemnise le Canada, le Ministre et leurs employés, agents et mandataires contre tous dommages, réclamations, pertes, Coûts, dépenses, actions et autres poursuites, faits, soutenus, présentés, intentés ou susceptibles de l'être, pouvant de quelque façon être imputables ou attribuables à une blessure ou au décès d'une personne ou à des dommages matériels découlant de tout acte, de toute omission ou de tout retard, intentionnel ou négligent, de l'Entrepreneur, de ses employés, de ses agents ou de ses mandataires ou de ses sous-traitants dans la réalisation des Travaux ou par suite de l'exécution des Travaux.
- 7.2. L'Entrepreneur indemnise le Canada, le Ministre et leurs employés, agents et mandataires contre tous les Coûts, frais et dépenses, quels qu'ils soient, que le Canada doit supporter ou engager dans toute réclamation, action, poursuite et procédure intentée relativement à l'utilisation d'une invention revendiquée dans un brevet ou à la contrefaçon, réelle ou alléguée, d'un brevet, d'un dessin industriel enregistré, d'un droit d'auteur ou de tout autre droit de propriété intellectuelle résultant de l'exécution des obligations de l'Entrepreneur en application du Contrat, et à l'utilisation ou à l'aliénation par le Canada de tout produit fourni en vertu du Contrat.
- 7.3. L'obligation de l'Entrepreneur d'indemniser ou de rembourser le Canada en vertu du présent Contrat n'empêche pas celle-ci d'exercer ses autres droits prévus par la loi.

7.4. L'Entrepreneur reconnaît que le Canada n'est pas responsable des blessures ou des dommages (y compris le décès) subies par l'Entrepreneur ou par tout dirigeant, mandataire ou employé de l'Entrepreneur, ni des pertes ou dommages touchant des biens de l'Entrepreneur, de ses dirigeants, agents ou mandataires et découlant de quelque façon que ce soit de l'exécution des Travaux, à moins que les blessures, pertes ou dommages soient causés par la négligence d'un employé, agent ou mandataire du Canada dans l'exercice des fonctions de son poste, et il s'engage à l'en exonérer et à l'en indemniser.

CG8. Avis

8.1. Tout avis, demande, directive ou autre indication qui doit être donné à l'autre Partie en vertu du Contrat doit être transmis par écrit et prend effet au moment où il est livré en personne ou expédié au destinataire par courrier recommandé, par télécopieur ou courriel, à l'adresse mentionnée dans le Contrat; il est réputé avoir été reçu, s'il est expédié par courrier recommandé, au moment où le destinataire en accuse réception, s'il est envoyé et s'il est communiqué par télécopieur ou par courriel, au moment de sa transmission. Les Parties peuvent effectuer un changement d'adresse en donnant avis selon les dispositions susmentionnées.

CG9. Résiliation pour raisons de commodité

9.1. L'Autorité contractante peut, à tout moment avant la fin des Travaux, en donnant un avis écrit à l'Entrepreneur, résilier le Contrat ou une partie du Contrat pour des raisons de commodité. Une fois un tel avis de résiliation donné, l'Entrepreneur doit se conformer aux exigences prévues dans l'avis de résiliation. Si le Contrat est résilié en partie seulement, l'Entrepreneur doit poursuivre l'exécution des Travaux qui ne sont pas touchés par l'avis de résiliation. La résiliation prendra effet immédiatement ou, le cas échéant, au moment prévu dans l'avis de résiliation.

9.2. Si un avis de résiliation est donné en vertu du paragraphe 9.1, l'Entrepreneur aura le droit de se faire payer les Coûts raisonnables et dûment engagés pour l'exécution du Contrat dans la mesure où il n'a pas déjà été payé ou remboursé par le Canada. L'Entrepreneur sera payé :

- sur la base de la valeur du Contrat, pour tous les Travaux complétés qui ont été inspectés et acceptés conformément au Contrat, qu'ils aient été complétés avant l'avis de résiliation ou après celui-ci conformément aux directives contenues dans l'avis de résiliation;
- le Coût, pour l'Entrepreneur, majoré d'un profit juste et raisonnable, pour les Travaux visés par l'avis de résiliation avant leur achèvement;
- les frais liés à la résiliation des Travaux engagés par l'Entrepreneur, à l'exclusion du Coût des indemnités de départ et des dommages-intérêts versés aux employés dont les services ne sont plus requis en raison de la résiliation, sauf les salaires que l'Entrepreneur est légalement obligé de leur verser.

9.3. Le Ministre peut réduire le montant du paiement effectué à l'égard de toute partie des Travaux, si après inspection, ces Travaux ne satisfont pas aux exigences du Contrat.

9.4. Les sommes auxquelles l'Entrepreneur a droit selon le présent article et les sommes versées ou dues à l'Entrepreneur ne doivent pas dépasser, au total, la valeur du Contrat. Sauf dans la mesure prévue au présent article, l'Entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, compensation, perte de profit, indemnité découlant de tout avis de résiliation en vertu du présent article. L'Entrepreneur convient de rembourser immédiatement au Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

CG10. Résiliation par manquement de l'Entrepreneur

10.1. Le Ministre peut, en donnant un avis à l'Entrepreneur, résilier une partie ou la totalité des Travaux :

- si l'Entrepreneur fait faillite ou devient insolvable, qu'il cède ses biens au profit de ses créanciers, qu'il se prévaut des dispositions d'une loi sur les débiteurs en faillite ou insolvable, qu'un séquestre est désigné aux termes d'un titre de créance ou qu'une ordonnance de séquestre est prononcée à son égard ou encore, qu'une ordonnance est rendue ou qu'une résolution est adoptée en vue de la liquidation de son entreprise, l'Autorité contractante peut, dans la mesure où le permet la législation canadienne et moyennant un avis écrit à l'Entrepreneur, résilier sans délai le Contrat ou une partie du Contrat pour manquement,
- si l'Entrepreneur ne remplit pas l'une des obligations que lui impose le Contrat ou si le Ministre estime que la lenteur de l'avancement des Travaux compromet l'exécution du Contrat dans les délais prévus.

10.2. S'il arrête une partie ou la totalité des Travaux en vertu du paragraphe CG10.1, le Ministre peut prendre les dispositions qu'il juge appropriées pour que soit achevé le Travail qui a ainsi été arrêté. L'Entrepreneur doit alors payer au Canada tout Coût supplémentaire nécessaire pour l'achèvement des Travaux.

10.3. Au moment de l'arrêt des Travaux en vertu du paragraphe CG10.1, le Ministre peut exiger que l'Entrepreneur remette au Canada, de la façon et dans la mesure qu'il précise, le titre de propriété de tout travail exécuté qui n'a pas été remis et accepté avant cet arrêt ainsi que les matériaux et les Travaux en cours que l'Entrepreneur a acquis ou produits expressément en vue d'exécuter le Contrat. Le Canada paiera à l'Entrepreneur tout travail livré à la suite de cette directive et qu'il a accepté, ce que ce travail a coûté à l'Entrepreneur plus une somme proportionnelle à la partie des honoraires précisés dans le Contrat; il paiera aussi les Coûts justes et raisonnables qu'il a dû engager à l'égard des matériaux ou des Travaux en cours qui ont été remis à la suite de la directive en question. Le Canada peut, sur la somme due à l'Entrepreneur, retenir la somme que le Ministre estime nécessaire pour protéger le Canada contre les frais supplémentaires que pourra nécessiter l'achèvement des Travaux.

10.4. L'Entrepreneur n'a droit à aucun remboursement qui, en s'ajoutant aux sommes qui lui ont été versées ou qui lui sont dues, excéderait le prix prévu dans le présent Contrat pour l'ensemble ou une partie des Travaux.

CG11. Registres que l'Entrepreneur doit tenir

11.1. L'Entrepreneur tient des comptes et des registres appropriés des Coûts d'exécution des Travaux et de tous ses frais ou engagements, y compris les factures, reçus originaux et les pièces justificatives. Ces documents doivent pouvoir être inspectés et vérifiés en tout temps raisonnable par les représentants autorisés du Ministre, qui pourront en faire des copies et en tirer des extraits.

11.2. L'Entrepreneur doit mettre des locaux à la disposition des représentants autorisés du Ministre aux fins de la vérification et de l'inspection; il doit aussi leur fournir les renseignements qu'ils demandent ou que le Ministre peut demander au sujet des documents mentionnés au paragraphe CG11.1.

11.3. L'Entrepreneur ne peut se départir des documents mentionnés au paragraphe CG11.1 sans le consentement écrit du Ministre; il doit les conserver et les mettre à la disposition des responsables de la vérification et de l'inspection pendant la période précisée ailleurs dans le Contrat ou, à défaut d'une telle stipulation, pendant les six années qui suivront l'achèvement des Travaux.

CG12. Conflits d'intérêts

- 12.1. L'Entrepreneur reconnaît que les personnes qui sont assujetties aux dispositions de la *Loi sur les conflits d'intérêts*, 2006, ch. 9, art. 2, du *Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat*, du *Code de valeurs et d'éthique de la fonction publique* ou tout autre code de valeur et d'éthique en vigueur au sein d'organismes spécifiques ne peuvent bénéficier directement du Contrat.

CG13. Statut de l'Entrepreneur

- 13.1. Le Contrat porte sur la fourniture d'un service auquel l'Entrepreneur souscrit à titre indépendant à fournir un service seulement. Rien dans le Contrat n'a pour objet de créer un partenariat, une coentreprise ou une organisation entre le Canada et l'autre ou les autres Parties. L'Entrepreneur ne doit se présenter à quiconque comme un agent ou un représentant du Canada. Ni l'Entrepreneur ni ses employés ne constituent des employés, des préposés ou des mandataires du Canada. L'Entrepreneur doit effectuer toutes les déductions et tous les versements exigés par la loi relativement à ses employés.

CG14. Exécution des Travaux

- 14.1. L'Entrepreneur déclare et atteste ce qui suit :
- il a la compétence pour exécuter les Travaux;
 - il dispose de tout ce qui est nécessaire pour exécuter les Travaux, y compris les ressources, les installations, la main-d'œuvre, la technologie, l'équipement et les matériaux;
 - il a les qualifications nécessaires, incluant la connaissance, les aptitudes, le savoir-faire et l'expérience, et l'habileté de les utiliser efficacement pour exécuter les Travaux.
- 14.2. L'Entrepreneur doit :
- exécuter les Travaux de manière diligente et efficace;
 - sauf pour les biens de l'État, fournir tout ce qui est nécessaire pour exécuter les Travaux;
 - au minimum, appliquer les procédures d'assurance de la qualité et effectuer les inspections et les contrôles généralement utilisés et reconnus dans l'industrie afin d'assurer le degré de qualité exigé en vertu du Contrat;
 - sélectionner et engager un nombre suffisant de personnes qualifiées;
 - exécuter les Travaux conformément aux normes de qualité jugées acceptables par le Canada, et en pleine conformité avec les spécifications et toutes les exigences du Contrat;
 - surveiller la réalisation des Travaux de façon efficiente et efficace en vue de s'assurer que la qualité de leur exécution est conforme à celle énoncée dans le Contrat.
- 14.3. Les Travaux ne doivent pas être exécutés par des personnes qui, de l'avis du Canada, sont incompétentes ou ne se sont pas conduites convenablement.

CG15. Députés

- 15.1. Aucun député n'est admis à être partie à ce Contrat, ni à participer à aucun des bénéfices ou profits qui en proviennent.

CG16. Protection des Travaux

- 16.1. L'Entrepreneur garde confidentiels les renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux Travaux, y compris les renseignements confidentiels ou les renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle dont sont titulaires des tiers, ainsi que ceux qu'il conçoit, génère ou produit à l'occasion de l'exécution des Travaux lorsque le droit d'auteur ou tout autre droit de propriété intellectuelle sur ceux-ci (sauf une licence) est dévolu au Canada en vertu du Contrat. L'Entrepreneur ne les communique à un tiers qu'avec l'autorisation écrite du Ministre. L'Entrepreneur peut cependant communiquer à un sous-traitant les renseignements

nécessaires à l'exécution du Contrat de sous-traitance, à la condition que le sous-traitant s'engage à ne les utiliser qu'aux seules fins du Contrat de sous-traitance. Les renseignements fournis à l'Entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du Contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou du tiers, selon le cas. Dès l'achèvement ou la résiliation du Contrat ou dès que le Ministre l'exige, l'Entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le Contrat, l'information ainsi que toute copie, ébauche, document de travail et note qui la contient. Les obligations des Parties prévues au présent article ne s'étendent pas aux renseignements suivants :

- 16.1.1. auxquels le public a accès à partir d'une autre source que l'Entrepreneur;
 - 16.1.2. dont l'Entrepreneur a ou prend connaissance à partir d'une autre source que le Canada, sauf s'il s'agit d'une source qui, à la connaissance de l'Entrepreneur, est tenue à la confidentialité envers le Canada.
- 16.2. Lorsque le Contrat, les Travaux ou tout renseignement visé par le paragraphe CG16.1 portent la mention TRÈS SECRET, SECRET, CONFIDENTIEL ou PROTÉGÉ apposée par le Canada.
- 16.2.1. l'Entrepreneur doit, en tout temps, prendre toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour protéger le matériel ainsi identifié, notamment toute autre directive donnée par le Ministre;
 - 16.2.2. le Ministre a le droit d'inspecter les locaux de l'Entrepreneur et ceux des sous-traitants, à tout niveau, à des fins de sécurité, pendant la durée du Contrat, et l'Entrepreneur doit observer ainsi que faire observer par tout sous-traitant toutes les directives écrites données par le Ministre au sujet du matériel ainsi identifié, y compris toute directive portant que les employés de l'Entrepreneur ou de tout sous-traitant doivent signer et remettre des déclarations en rapport avec des enquêtes de sûreté, des habilitations de sécurité et d'autres procédures.

CG17. Honoraires conditionnels, vérification et divulgation publique

- 17.1. L'Entrepreneur atteste qu'il n'a pas versé ni convenu de verser, directement ou indirectement, et s'engage à ne pas verser, directement ni indirectement, des honoraires conditionnels à quiconque pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du présent Contrat si le versement du paiement nécessitait que la personne présente une déclaration en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le lobbying*, L.R.C., ch. 44. (4^e suppl.).
- 17.2. Tous les comptes et dossiers concernant le versement d'honoraires ou de toute autre rémunération en rapport à l'obtention ou à la négociation du Contrat ou en rapport à toute demande ou démarche liée au Contrat seront assujettis aux dispositions du Contrat portant sur les comptes et la vérification.
- 17.3. L'Entrepreneur consent, dans le cas d'un Contrat dont la valeur dépasse 10 000 \$, à ce que l'information de base concernant le Contrat soit communiquée au public, à l'exception de toute information dont il est question aux alinéas 21(1)a) à d) de la *Loi sur l'accès à l'information* liée au Contrat.
- 17.4. Si l'Entrepreneur fait une fausse déclaration aux termes de l'article 17.1 ou de l'article 21.1 ou ne respecte pas les obligations qui sont précisées dans les articles 17.2 ou 17.3, il s'agit d'une situation de défaut d'exécution conformément aux dispositions du Contrat et l'Entrepreneur consent, en plus de tout autre recours possible contre celui-ci, à recouvrer sur-le-champ toute paiement anticipé reçu et consent à ce que l'Autorité contractante résilie le contrat conformément aux

- dispositions relatives aux situations de manquement du présent Contrat.
- 17.5. « Honoraires conditionnels » : tout paiement, ou autre forme de rémunération, qui est subordonné au degré de succès ou calculé en fonction du degré de succès obtenu en rapport à l'obtention d'un Contrat gouvernemental, à la négociation d'une partie ou de la totalité des conditions de ce Contrat ou à toute demande ou démarche reliée au Contrat.

CG18. Programmes de réduction des effectifs

- 18.1. L'Entrepreneur reconnaît et promet que toute personne, lui compris, chargée d'exécuter le présent Contrat, communiquera à l'Autorité contractante tout détail sur son statut en ce qui a trait au paiement forfaitaire reçu et tout détail sur les prestations de retraite en vertu d'un programme de réduction des effectifs.
- 18.2. L'Entrepreneur s'engage, si cela lui est demandé par écrit et lorsque cela est nécessaire, à signer ou à faire signer pour le compte de toute personne une renonciation aux dispositions de protection des renseignements personnels à l'égard de tout renseignement relatif à un paiement forfaitaire ou à des prestations de retraite.

CG19. Modifications

- 19.1. Aucune modification du Contrat ni aucune renonciation à ses dispositions ne sera valide à moins d'avoir été effectuée par une modification écrite. Pour être applicable, une modification au Contrat doit se faire à l'écrit par l'Autorité contractante et le représentant autorisé de l'Entrepreneur.

CG20. Personnel de remplacement

- 20.1. L'Entrepreneur doit fournir les services des personnes nommées dans la soumission mentionnée dans l'énoncé des Travaux et de toutes les personnes supplémentaires nécessaires à l'exécution des Travaux et à la prestation des services requis en vertu du présent Contrat, à moins qu'il ne soit dans l'impossibilité de le faire pour des raisons indépendantes de sa volonté.
- 20.2. S'il ne peut à quelque moment fournir les services de ces personnes, l'Entrepreneur est tenu de trouver des remplaçants possédant des aptitudes et des connaissances semblables et jugés acceptables par l'Autorité contractante. Le cas échéant, l'Entrepreneur doit en aviser par écrit l'Autorité contractante et donner l'information suivante :
- 20.2.1. la raison du retrait de la personne désignée de l'exécution des Travaux;
- 20.2.2. nom du remplaçant proposé;
- 20.2.3. un aperçu de la compétence et de l'expérience du remplaçant proposé;
- 20.2.4. un certificat d'habilitation de sécurité accepté, le cas échéant.
- 20.3. Un tel avis doit être envoyé au moins sept (7) jours avant la date à laquelle le remplaçant doit commencer à travailler. Tout changement dans les modalités du présent Contrat qui découle d'un remplacement de personnel devra être effectué par voie de modification du Contrat.
- 20.4. Nonobstant ce qui précède, l'Entrepreneur est tenu d'exécuter les Travaux et de fournir les services conformément aux conditions du présent Contrat.

CG21. Code criminel du Canada

- 21.1. L'Entrepreneur s'engage à se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement (le Code) et à ses modalités. Le Code se trouve à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndet/contexte-context-fra.html>. En plus du Code, l'Entrepreneur doit se conformer aux dispositions prévues dans la présente section.
- 21.2. L'Entrepreneur atteste et il est essentiel, en vertu du présent Contrat, que l'Entrepreneur et tout employé de l'Entrepreneur affecté à l'exécution du Contrat que l'entreprise n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction, autre qu'une

infraction pour laquelle un pardon a été accordé, conformément aux articles suivants du *Code criminel* :

- 21.2.1. article 121, Fraudes envers le gouvernement;
- 21.2.2. article 124, Achat ou vente d'une charge;
- 21.2.3. article 418, Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté.

CG22. Inspection et acceptation

- 22.1. Tous les Travaux sont soumis à l'inspection et à l'acceptation par le Canada. L'inspection et l'acceptation des Travaux par le Canada ne relèvent pas l'Entrepreneur de sa responsabilité à l'égard des défauts et des autres manquements aux exigences du Contrat. Le Canada aura le droit de rejeter tout travail non conforme aux exigences du Contrat et d'exiger une rectification ou un remplacement aux frais de l'Entrepreneur.

CG23. Taxes

- 23.1. Les ministères et organismes fédéraux doivent payer les taxes applicables.
- 23.2. Les taxes applicables seront payées par le Canada conformément aux dispositions de l'article sur la présentation de factures. Il revient à l'Entrepreneur de facturer les taxes applicables selon le taux approprié, conformément aux lois en vigueur. L'entrepreneur accepte de remettre aux autorités fiscales appropriées les sommes acquittées ou exigibles au titre de taxes applicables.
- 23.3. L'entrepreneur n'a pas droit aux exemptions fiscales dont jouit le Canada, comme pour le paiement des taxes de vente provinciales, sauf indication contraire de la loi. L'entrepreneur doit payer la taxe de vente provinciale, les taxes accessoires et toute taxe à la consommation qui s'appliquent sur les biens ou services taxables utilisés ou consommés dans le cadre de l'exécution du contrat (conformément aux lois en vigueur), y compris les matériaux incorporés dans des biens immobiliers.
- 23.4. Dans les cas où les taxes applicables, les droits de douane et les taxes d'accise sont compris dans le prix contractuel, ce dernier sera ajusté afin de tenir compte de toute augmentation ou diminution des taxes applicables, droits de douane et taxes d'accise qui se sera produite entre la présentation de la soumission et l'attribution du contrat. Toutefois, il n'y aura pas d'ajustement relatif à toute modification pour augmenter le prix contractuel si un avis public assez détaillé de la modification a été donné avant la date de clôture de la soumission qui aurait pu permettre à l'entrepreneur de calculer les effets de cette modification.
- 23.5. Retenue d'impôt de 15 p. 100 – Agence du revenu du Canada. En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, 1985, ch. 1 (5e suppl.) et le *Règlement de l'impôt sur le revenu*, le Canada doit retenir 15 p. 100 du montant à payer à l'entrepreneur pour des services rendus au Canada si l'entrepreneur n'est pas un résident du Canada, à moins que ce dernier obtienne une exonération valide de l'*Agence du revenu du Canada*. Le montant retenu sera conservé dans un compte pour l'entrepreneur pour tout impôt à payer exigible par le Canada.

CG24. Titre

- 24.1. Sauf s'il en est prévu autrement au Contrat, notamment dans les dispositions concernant la propriété intellectuelle ainsi qu'au paragraphe 24.2, le titre de propriété afférent aux Travaux est dévolu au Canada dès leur livraison et leur acceptation par le Canada ou pour son compte.
- 24.2. Sauf s'il en est prévu autrement dans les dispositions du Contrat qui concernent la propriété intellectuelle, dès le paiement à l'Entrepreneur de montants au titre des matériaux, des pièces, des produits en cours ou des Travaux finis, qu'il s'agisse de paiements provisoires, d'avances comptables ou autrement, le titre de propriété afférent auxdits éléments est dévolu au Canada et demeure ainsi dévolu, sauf s'il l'a déjà été aux termes d'une autre disposition du Contrat.

- 24.3. Malgré la dévolution du titre de propriété dont il est fait mention au présent article et sauf s'il en est prévu autrement au Contrat, l'Entrepreneur supporte le risque de perte ou d'endommagement des matériaux, des pièces, des produits en cours ou des Travaux finis ainsi dévolus jusqu'à leur livraison au Canada en application du Contrat. L'Entrepreneur est responsable de toute perte ou endommagement des Travaux causés par lui-même ou par un sous-traitant après une telle livraison.
- 24.4. La dévolution du titre de propriété dont il est fait mention au paragraphe 24.2 ne constitue pas de la part du Canada l'acceptation des matériaux, des pièces, des produits en cours ou des Travaux finis en question et ne relève pas l'Entrepreneur de son obligation d'exécuter les Travaux conformément au Contrat.
- 24.5. Lorsque le titre de propriété afférent à des matériaux, à des pièces, à des produits en cours ou à des Travaux finis est dévolu au Canada, l'Entrepreneur prouve au Ministre, à la demande de celui-ci, que le titre de propriété est exempt de tous privilèges, réclamations, saisies ou autres charges et signe les actes de transport et autres instruments nécessaires pour parfaire ce titre de propriété, lorsque le Ministre lui en fait la demande.
- 24.6. Si le Contrat constitue un Contrat de défense au sens de la *Loi sur la production de défense*, L.R.C. (1985), ch. D-1, le titre de propriété afférent aux Travaux ou à des matériaux, pièces, produits en cours ou Travaux finis est dévolu au Canada sans être assujéti à des réclamations, privilèges, saisies ou autres charges et le Ministre a le droit, en tout temps, de l'aliéner ou de s'en départir conformément à l'article 20 de la Loi.
- CG25. Intégralité du Contrat**
- 25.1. Le Contrat constitue l'entente complète et unique intervenue entre les Parties et remplace toutes les négociations, communications ou autres ententes, écrites ou verbales, à moins qu'elles ne soient incorporées par renvoi au Contrat. Seuls les engagements, représentations, déclarations et conditions qui figurent au Contrat lient les Parties.
- CG26. Harcèlement en milieu de travail**
- 26.1. L'Entrepreneur reconnaît la responsabilité du Canada d'assurer à ses employés un milieu de travail sain et exempt de harcèlement. On peut trouver sur le site Web du Conseil du Trésor une copie de la Politique sur la prévention et le règlement du harcèlement en milieu de travail qui s'applique également à l'Entrepreneur.
- 26.2. L'Entrepreneur ne doit pas, en tant qu'individu, ou en tant qu'entité constituée ou non en personne morale, par l'entremise de ses employés ou de ses sous-traitants, harceler, maltraiter, menacer ou intimider un employé, un Entrepreneur ou une autre personne employée par le Canada ou travaillant sous Contrat pour celui-ci, ou exercer une discrimination contre lui. L'Entrepreneur sera informé par écrit de toute plainte et aura le droit de répondre par écrit. Après avoir reçu la réponse de l'Entrepreneur, l'Autorité contractante déterminera, à son entière discrétion, si la plainte est fondée et décidera de toute mesure à prendre.
- CG27 Absence de pot-de-vin ou de conflit**
- 27.1. L'Entrepreneur déclare qu'aucun pot-de-vin, cadeau, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera payé, donné, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur l'attribution ou la gestion du Contrat.
- 27.2. L'Entrepreneur ne doit pas influencer ou tenter d'influencer une décision du Canada, ni y prendre part de quelque façon que ce soit, en sachant que cette décision pourrait lui profiter. L'Entrepreneur ne doit avoir aucun intérêt financier dans les affaires d'un tiers qui entraîne ou semble entraîner un conflit d'intérêts relativement au respect de ses obligations en vertu du Contrat. Si un tel intérêt financier est acquis pendant la période du Contrat, l'Entrepreneur doit le déclarer immédiatement à l'Autorité contractante.
- 27.3. L'Entrepreneur déclare, au mieux de sa connaissance et après s'être renseigné avec diligence, qu'aucun conflit n'existe ni ne se manifesterait probablement dans l'exécution du Contrat. Si l'Entrepreneur prend connaissance de quelque chose qui entraîne ou qui entraînerait probablement un conflit relativement à son rendement en vertu du Contrat, il doit immédiatement en faire part à l'Autorité contractante par écrit.
- 27.4. Si l'Autorité contractante est d'avis qu'il existe un conflit par suite de la divulgation faite par l'Entrepreneur ou par suite de toute autre information portée à son attention, l'Autorité contractante peut exiger que l'Entrepreneur prenne des mesures pour résoudre le conflit ou pour mettre fin à celui-ci d'une façon quelconque ou, à son entière discrétion, peut résilier le Contrat pour manquement. On entend par conflit toute question, circonstance, activité ou tout intérêt qui touche l'Entrepreneur, son personnel ou ses sous-traitants et qui peut nuire ou sembler nuire à la capacité de l'Entrepreneur d'exécuter le Travail avec diligence et impartialité.
- CG28 Propriété du gouvernement**
- 28.1. L'Entrepreneur doit prendre soin, de manière raisonnable et adéquate, de tous les biens de l'État dont il a la possession ou le contrôle. S'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il est responsable de toute perte ou de tout dommage qui en résulte, sauf si ceux-ci sont causés par l'usure normale.
- CG29 Suspension des Travaux**
- 29.1. L'Autorité contractante peut à tout moment, au moyen d'un avis écrit, ordonner à l'Entrepreneur de suspendre ou d'arrêter les Travaux ou une partie des Travaux prévus au Contrat. L'Entrepreneur doit se conformer sans délai à l'ordre de suspension de manière à minimiser les frais liés à la suspension.
- CG30 Droit de compensation**
- 30.1. Sans restreindre tout droit de compensation accordé par la loi, le Ministre peut utiliser en compensation de tout montant payable à l'Entrepreneur en vertu du Contrat, tout montant payable au Canada par l'Entrepreneur en vertu du Contrat ou de tout autre Contrat en cours. Le Ministre peut, en effectuant un paiement en vertu du Contrat, déduire du montant payable à l'Entrepreneur tout montant qui est ainsi payable au Canada, qui en vertu du droit de compensation, peut être retenu par le Canada.
- CG31 Pouvoirs du Canada**
- 31.1. Tous les droits, recours, pouvoirs et pouvoirs discrétionnaires accordés ou acquis par le Canada en vertu du Contrat ou d'une loi sont cumulatifs et non exclusifs.
- CG32 Sanctions internationales**
- 32.1. Les personnes au Canada et les Canadiens à l'étranger sont liées par les sanctions économiques imposées par le Canada. En conséquence, le gouvernement du Canada ne peut accepter la livraison d'aucun bien ou service provenant, directement ou indirectement, d'un ou plusieurs pays ou personnes assujettis aux sanctions économiques.
- 32.2. L'Entrepreneur ne doit pas fournir au gouvernement du Canada un bien ou un service assujéti aux sanctions économiques.
- 32.3. L'Entrepreneur doit se conformer aux modifications apportées au règlement imposé pendant la période du Contrat. L'Entrepreneur doit immédiatement aviser le Canada si, dans le cadre de l'exécution du Contrat, l'Entrepreneur est dans l'impossibilité d'exécuter le Contrat parce qu'on a imposé des sanctions à un pays ou à une

personne ou qu'on a ajouté des biens ou des services à la liste des biens ou des services sanctionnés. Si les Parties ne peuvent alors s'entendre sur un plan de redressement, le Contrat sera résilié pour des raisons de commodité conformément à l'article CG9.

CG33 Frais de transport

- 33.1. Si des frais de transport sont payables par le Ministre en vertu du Contrat et que l'Entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour le transport, les envois doivent être effectués par le moyen de transport le plus direct et le plus économique, selon les méthodes normales d'expédition. Ces frais doivent figurer séparément sur la facture.

CG34 Administration du contrat et règlement des différends

- 34.1. Pour tout problème ou toute préoccupation quant à l'application d'une modalité du présent Contrat, l'Entrepreneur devrait contacter l'Autorité contractante identifiée au Contrat afin de fixer une date de réunion, soit par téléphone ou en personne, afin de d'éclaircir et/ou résoudre le différend ou la mésentente. Suite à cette réunion initiale, et au besoin, des renseignements supplémentaires seront fournis à l'Entrepreneur quant aux mécanismes de règlement des différends qui lui sont disponibles, tels les services du Bureau de l'Ombudsman aux approvisionnements (BOA), ou quelconques autres recours appropriés.
- 34.2. À la demande et sujet au consentement des Parties, le Bureau de l'Ombudsman aux approvisionnements pourra être invité à participer à un processus de règlement des différends en vue de résoudre un différend entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application d'une modalité du présent Contrat, et obtiendra leur consentement à en assumer les coûts. Le Bureau de l'Ombudsman de l'approvisionnement peut être joint par téléphone, au 1-866-734-5169 ou par courriel, à l'adresse boa.opo@boa-opo.gc.ca.

CG35 Responsabilité du transporteur

- 35.1. La politique du gouvernement fédéral voulant qu'il assume ses propres risques exclut le paiement de frais d'assurances ou de taxation à la valeur pour le transport au-delà du point de transfert du droit de propriété sur les biens au gouvernement fédéral (selon le point EAB ou Incoterms). Lorsque l'Entrepreneur est en mesure d'accroître la responsabilité du transporteur sans frais supplémentaires, il doit avoir recours à cette responsabilité accrue pour l'envoi.

et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/2010B/6

CG3. Date d'achèvement des travaux et description du travail

- 3.1. L'entrepreneur devra, entre la date du début et la date d'achèvement inscrites à l'article C3 – Période visée par le contrat des articles de convention, exécuter et terminer avec soin, compétence, diligence et efficacité les travaux décrits dans l'Énoncé des travaux (Annexe A).

CG4. Sécurité

- 4.1. Les sous-traitants doivent détenir une attestation de vérification de sécurité de niveau équivalent à celui requis pour l'entrepreneur.
- 4.2. Les contrats et les contrats de sous-traitance avec des tiers contenant des exigences de sécurité ne peuvent être attribués sans permission écrite préalable.

CONDITIONS GÉNÉRALES – SP EN-LIGNE**CG1. SP en ligne - Entente de partenariat commercial**

- 1.1. Les Conditions générales services professionnels complexité moyenne, Conditions générales supplémentaires services professionnels complexité moyenne qui font partie de ce besoin et les clauses d'application spéciale exprimées dans l'Entente de partenariat commercial devront faire partie de ce contrat.

CG2. SP en ligne - Conditions générales

- 1.1. Les conditions générales 2010B (2012-03-02) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.
- 1.2. Les conditions générales 2010B (2012-03-02), article 18 - Droits d'auteur est supprimée et remplacée par la Section IV - Propriété intellectuelle.
- 1.3. Les conditions générales 2010B (2012-03-02) sont disponible sur le site de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques>

Contrat de services détaillé

Numéro du contrat : INSÉRER LE NUMÉRO DU CONTRAT

SECTION III –MODALITÉS DE PAIEMENT

MP1. Paiement

- 1.1. Les paiements relevant du présent Contrat, exception faite des avances ou des paiements anticipés, seront conditionnels à l'exécution, à l'achèvement et à la livraison de travail, ou de toute partie du travail, à la satisfaction du ministre, sous réserve que l'Entrepreneur ait fourni, et que le Canada ait reçu, demande de paiement.
- 1.2. Sous réserve de l'existence d'un crédit parlementaire et du respect du paragraphe MP1.1, le ministre procédera au paiement :
 - 1.2.1. dans le cas d'une avance, dans les trente (30) jours suivant la signature du contrat par les deux parties ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, en retenant la plus tardive des deux dates;
 - 1.2.2. dans le cas de paiements progressifs, dans les trente (30) jours suivant la réception d'un travail dûment terminé ou d'un rapport sur l'avancement du travail, ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, en retenant la plus tardive des deux dates;
 - 1.2.3. dans le cas d'un paiement final, dans les trente (30) jours suivant la réception du travail dûment terminé ou dans les trente (30) jours suivant la réception d'une facture demandant de procéder au paiement, en retenant la plus tardive des deux dates.
- 1.3. Aux fins du Contrat, un jour complet s'entend de toute période de sept heures et demie (7,5) dans n'importe quelle tranche horaire de vingt-quatre (24) heures.
- 1.4. Si l'Entrepreneur travaille pendant une période d'une durée inférieure ou supérieure à celle d'un jour complet, il sera payé, au taux horaire de l'entreprise, au prorata du nombre d'heures pendant lequel il a ainsi travaillé.
- 1.5. Si le Canada s'oppose au contenu de la facture ou des documents à l'appui, elle devra, dans les quinze (15) jours suivant leur réception aviser le fournisseur de la nature de l'objection.
- 1.6. « Contenu de la facture » s'entend d'une facture qui contient ou à laquelle s'ajoute de la documentation à l'appui telle qu'exigée par le Canada. Si le Canada ne donne pas suite dans les (15) jours, la date inscrite au paragraphe MP1.1 servira dans l'unique but de calculer l'intérêt sur les comptes en souffrance.
- 1.7. Indépendamment de toute autre disposition du Contrat, le paiement à l'Entrepreneur n'est versé que lorsque, pour toutes les parties du travail pour lesquelles l'Entrepreneur demande paiement, il prouve, sur demande et à la satisfaction du ministre, que le travail ne fait l'objet d'aucun privilège, d'aucune réclamation, charge, sûreté ou servitude.

MP2. Intérêt sur les comptes en souffrance

- 2.1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.
 - a) « Taux moyen » : la moyenne arithmétique simple du taux d'escompte en vigueur tous les jours, à 16 h, heure normale de l'Est, pour le mois civil précédant la date de paiement, le « taux d'escompte » s'entendant du taux d'intérêt fixé de temps en temps par la Banque du Canada qui représente le taux minimum auquel elle consent des avances à court terme aux membres de l'Association canadienne des paiements.
 - b) « Date de paiement » : la date que porte le titre négociable tiré par le Receveur général du Canada et remis à titre de paiement d'une somme exigible.
 - c) « Du et exigible » : s'entend de la somme due à l'Entrepreneur par le Canada aux termes du contrat.

d) « En souffrance » : s'entend de la somme qui demeure impayée le lendemain du jour où elle est devenue exigible.

- 2.2. Le Canada verse à l'Entrepreneur des intérêts simples, au taux moyen majoré de 3 % par année, sur toute somme en souffrance, à partir du premier jour où la somme est en souffrance jusqu'au jour qui précède la date de paiement. L'intérêt est payable sans avis de l'Entrepreneur pour une somme en souffrance pour plus de quinze (15) jours. Un intérêt est payé pour une somme en souffrance pour moins de quinze (15) jours si l'Entrepreneur en fait la demande.
- 2.3. Le Canada ne verse pas d'intérêts en application du présent article lorsqu'elle n'est pas responsable du retard à payer l'Entrepreneur.
- 2.4. Le Canada ne verse pas d'intérêts sur les paiements anticipés qui sont en souffrance.

MP3. Crédit

- 3.1. Conformément à l'article 40 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* du Canada, le paiement effectué en vertu du présent Contrat est assujéti à l'existence d'un crédit particulier ouvert pour l'exercice au cours duquel des engagements découlant du Contrat sont susceptibles d'arriver à échéance.

MP4. Frais de déplacement et de subsistance

Les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'Entrepreneur sont entièrement subordonnés à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte qui est en vigueur (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?did=10&dlabel=travel-voyage&lang=fra&merge=2&slabel=index%20>) et aux Autorisations spéciales de voyager du Secrétariat du Conseil du Trésor, article 7, « Agents contractuels » (http://www.tbs-sct.gc.ca/pubs_pol/hrpubs/tbm_113/statb-fra.asp). Les frais de déplacement et de subsistance sont considérés comme faisant partie du coût total du Contrat. Les frais qui dépassent ce que prévoit la Directive ne seront pas remboursés. Les frais de déplacement et de subsistance prévus doivent avoir fait l'objet d'une autorisation préalable de la part du Canada.

4.1. Généralités

- 4.1.1. Les frais de déplacement et de subsistance réclamés doivent correspondre aux coûts mais doivent demeurer dans les limites de la Directive du Conseil national mixte qui est en vigueur.
- 4.1.2. Chaque demande de remboursement de frais de transport et de subsistance doit être accompagnée d'une déclaration indiquant les noms des voyageurs et les endroits visités, ainsi que les dates, la durée et le but des déplacements.
- 4.1.3. L'Entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité des frais d'assurance pour tous les modes de transport, les accidents, les maladies, les annulations, les immunisations, et autres obligations.

4.2. Moyens de transport

- 4.2.1. Avion. La classe économique constitue la seule norme pour les voyages en avion. L'Entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité de la différence des coûts de classe affaire ou de première classe.
- 4.2.2. Train. Les voyages en train se font dans la classe offerte après la classe économique.
- 4.2.3. Véhicule de location. Ce sont les véhicules de taille intermédiaire qui sont autorisés. La location d'un véhicule doit être approuvée au préalable par l'Autorité de projet.

- 4.2.4. Véhicule d'un particulier. Le voyageur doit suivre les itinéraires les plus directs, sûrs et praticables et ne doit demander un remboursement qu'à l'égard du trajet qu'il est nécessaire de parcourir en service commandé. Le taux au kilomètre payable est précisé dans la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. Le Canada décline toute responsabilité à l'égard de toute franchise reliée à l'assurance-collision et à l'assurance globale.
- 4.3. **Indemnités de repas, d'hébergement, de transport et autres**
- 4.3.1. Pour les déplacements d'un jour, sans nuitée, les indemnités de repas applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. Les reçus ne sont pas requis.
- 4.3.2. Pour les déplacements d'un jour sans nuitée, les indemnités de transport applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte en vigueur. Des copies des reçus originaux sont requis. Les reçus originaux peuvent être exigés en tout temps par le Canada. S'il s'avère le cas, l'Entrepreneur doit fournir les originaux avant que quelconque paiement puisse être effectué.
- 4.3.3. Pour les déplacements de deux (2) jours consécutifs ou plus, les indemnités de repas et de frais accessoires quotidiennes applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. Les reçus ne sont pas requis.
- 4.3.4. Pour les déplacements de deux (2) jours consécutifs ou plus, les indemnités de voyage et d'hébergement quotidiennes applicables sont versées conformément à la Directive sur les voyages du Conseil national mixte. Des copies des reçus originaux sont requis, sauf en cas d'hébergement dans un lieu privé, non commercial. Les reçus originaux peuvent être exigés en tout temps par le Canada. S'il s'avère le cas, l'Entrepreneur doit fournir les originaux avant que quelconque paiement puisse être effectué.
- 4.3.5. Les indemnités de repas ne sont pas accordées pour les repas compris dans le passage (p. ex. les billets d'avion ou de voiture club), fournis gratuitement dans une cantine du gouvernement, ou inclus dans les coûts de participation à un événement ou à une autre mission.
- 4.3.6. Des honoraires professionnels ou autres frais équivalents similaires ne peuvent pas être réclamés pour le temps de déplacement.
- 4.3.7. Les reçus et les documents justificatifs originaux pour l'hébergement ou le transport doivent accompagner chaque demande de remboursement sauf en cas d'hébergement dans un lieu privé, non commercial. L'hébergement de luxe n'est pas autorisé. Les reçus originaux peuvent être exigés en tout temps par le Canada. S'il s'avère le cas, l'Entrepreneur doit fournir les originaux avant que quelconque paiement puisse être effectué.
- 4.3.8. Les frais de divertissement ne constituent pas une dépense remboursable.

exemple de contrat

SECTION IV – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

(SÉLECTIONNER PARMIS LES QUATRE OPTIONS)

PII. L'ENTREPRENEUR DÉTIENT LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE SUR LES RENSEIGNEMENTS ORIGINAUX

1.1. Interprétation

Dans le présent Contrat,

- 1.1 « Droit de Propriété Intellectuelle » désigne tout droit de propriété intellectuelle reconnu par la loi, incluant tout droit de propriété intellectuelle protégé par la loi, telles les lois qui régissent les brevets, les droits d'auteur, les dessins industriels, les topographies de circuits intégrés et les droits d'obtentions végétales, ou faisant l'objet d'une protection en vertu de la loi, comme les secrets industriels ou les renseignements confidentiels;
- 1.2 « Logiciel » désigne tout programme informatique, en code source ou en code objet (incluant les Micrologiciels), toute documentation des programmes informatiques enregistrée sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit, et toute base de données informatisées, incluant toute modification;
- 1.3 « Micrologiciel » désigne tout programme informatique entreposé dans des circuits intégrés, la mémoire fixe ou tout autre dispositif semblable faisant partie du matériel ou autre équipement;
- 1.4 « Propriété Intellectuelle » désigne toute information ou connaissance de nature industrielle, scientifique, technique, commerciale, littéraire, dramatique, artistique ou qui touche la créativité dans le cadre des Travaux, qu'elle soit communiquée oralement ou enregistrée sous toute forme ou sur tout support, sans égard à ce qu'elle fasse ou non l'objet de droits d'auteur; cela comprend, sans s'y limiter, les inventions, les concepts, les méthodes, les processus, les techniques, le savoir-faire, les démonstrations, les modèles, les prototypes, les maquettes, les échantillons, les schémas, les données provenant d'expériences ou d'essais, les rapports, les dessins, les plans, les spécifications, les photographies, les manuels et tout autre document, les Logiciels et les Micrologiciels;
- 1.5 « Renseignements de Base » désigne toute Propriété Intellectuelle autre que les Renseignements Originaux qui est incorporée dans les Travaux ou nécessaire à l'exécution des Travaux, qui est la propriété de l'Entrepreneur, de ses sous-traitants ou de tout autre tiers et qui est tenue confidentielle par eux;
- 1.6 « Renseignements Originaux » désigne toute Propriété Intellectuelle conçue, développée, produite ou mise en application pour la première fois dans le cadre des Travaux prévus au Contrat.

2.0 Dossiers et divulgation des Renseignements Originaux

- 2.1 Durant et après la période d'exécution du Contrat, l'Entrepreneur doit conserver des dossiers détaillés sur les Renseignements Originaux, incluant les données portant sur leur création, propriété, ainsi que sur toute vente ou tout transfert de tout droit de propriété sur les Renseignements Originaux. L'Entrepreneur doit signaler et divulguer pleinement au Ministre l'ensemble des

Renseignements Originaux comme le Contrat l'exige. Si le Contrat ne prévoit pas spécifiquement quand et comment l'Entrepreneur doit le faire, l'Entrepreneur doit fournir ces renseignements dès que le Ministre ou un représentant du Ministre en fait la demande, que ce soit avant ou après l'exécution du Contrat.

- 2.2 L'Entrepreneur indique, lors de chaque divulgation en vertu du présent article, le nom de tous les sous-traitants à quelque échelon qu'ils soient, le cas échéant, qui ont contribué à l'établissement des Droits de Propriété Intellectuelle à l'égard des Renseignements Originaux.
- 2.3 Avant ou après que le dernier paiement soit versé à l'Entrepreneur, ce dernier doit donner au Ministre l'accès à l'ensemble des dossiers et des données à l'appui que le Ministre considère pertinents pour permettre l'identification des Renseignements Originaux.
- 2.4 Pour toute Propriété Intellectuelle élaborée ou créée dans le cadre des Travaux, le Ministre pourra présumer que celle-ci a été élaborée ou créée par le Canada, si les dossiers de l'Entrepreneur n'indiquent pas que cette Propriété Intellectuelle a été créée par l'Entrepreneur, ou par quiconque au nom de l'Entrepreneur, à l'exception du Canada.

3.0 L'Entrepreneur détient les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements Originaux

- 3.1 L'Entrepreneur détient tous les Droits de Propriété intellectuelle sur les Renseignements Originaux dès leur conception.
- 3.2 Toutefois, bien que l'Entrepreneur détienne les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements Originaux, le Canada possède des droits illimités de propriété sur tout prototype, modèle, système ou équipement fabriqué ou modifié sur mesure qui est un bien livrable en vertu du Contrat, comprenant les manuels et autre documents reliés à leur opération et maintenance. Ceci comprend le droit de les mettre à la disposition du public pour son usage contre rémunération ou autrement, et le droit de les vendre ou d'en transférer la propriété.
- 3.3 Tout renseignements personnel, au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, L.R., 1985, ch. P-21, recueilli par l'Entrepreneur dans l'exécution des Travaux en vertu du Contrat devient immédiatement au moment de la collecte, la propriété du Canada et doit être utilisé uniquement pour l'exécution des Travaux. L'Entrepreneur n'a aucun droit sur ces renseignements personnels.
- 3.4 Si les Travaux en vertu du Contrat comprennent l'élaboration d'une base de données ou autre compilation de renseignements utilisant des renseignements ou des données fournis par le Canada et des renseignements personnels mentionnés ci-haut, les Droits de Propriété Intellectuelle sur la base de données ou la compilation contenant ces renseignements appartiendront au Canada. Les Droits de Propriété Intellectuelle de l'Entrepreneur sur les Renseignements Originaux seront limités à ceux qui peuvent être exploités sans l'utilisation des renseignements ou données fournis par le Canada et les renseignements personnels. Dès

		Propriété Intellectuelle sur tout Renseignement de Base qui peuvent être requis pour les fins suivantes :
4.0 Licences relatives aux Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements Originaux et les Renseignements de Base		<ul style="list-style-type: none"> i. l'utilisation, le fonctionnement, la maintenance, la réparation ou la révision de toute partie des Travaux conçue ou fabriquée sur mesure; ii. la fabrication de pièces de rechange destinées à l'entretien, à la réparation ou à la réfection, par le Canada, de toute partie des Travaux fabriquée sur mesure, si ces pièces ne peuvent être raisonnablement obtenues pour permettre l'entretien, la réparation ou la réfection en temps opportun;
4.1 Puisque le Canada a contribué aux coûts liés à l'élaboration des Renseignements Originaux, l'Entrepreneur accorde au Canada une licence non exclusive, permanente, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour l'exercice de tous les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements Originaux dans le cadre des activités du Canada. À moins d'exception précisée dans le Contrat, cette licence permet au Canada de faire tout ce qu'il pourrait faire s'il était propriétaire des Renseignements Originaux, sauf les exploiter commercialement et en transférer ou en céder la propriété. L'Entrepreneur accorde également au Canada une licence qui l'autorise à utiliser les Renseignements de Base dans la mesure où cela est jugé raisonnable et nécessaire pour permettre au Canada d'exercer pleinement ses droits sur les biens livrables et les Renseignements Originaux. Aucune des licences ne peut être limitée d'aucune façon par l'Entrepreneur en donnant un avis prévoyant le contraire, incluant le texte apparaissant sur une licence emballée sous film plastique ou toute autre forme d'emballage, accompagnant un bien livrable.	e.	pour un Logiciel créé sur mesure pour le Canada, le droit d'utiliser tout code source que l'Entrepreneur doit livrer au Canada en vertu du Contrat et de reproduire, utiliser, modifier, améliorer ou traduire le Logiciel.
4.2 Pour plus de certitude, les licences du Canada comprennent, entre autres :	4.3	L'Entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada tout Renseignement de Base pour les fins mentionnées ci-haut, y compris dans le cas de Logiciels, le code source. La licence ne s'applique pas cependant à un Logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées prévues ailleurs dans le Contrat. De plus, dans le cas d'un Logiciel en vente libre sur le marché, l'obligation de l'Entrepreneur de mettre promptement le code source à la disposition du Canada ne s'applique qu'aux codes sources qui sont sous le contrôle de l'Entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peuvent être obtenus par l'un d'eux.
<ul style="list-style-type: none"> a. Le droit de divulguer les Renseignements Originaux à des tiers participant à un appel d'offres ou à des négociations contractuelles avec le Canada et le droit d'accorder une sous-licence ou l'autorisation permettant à tout entrepreneur embauché par le gouvernement du Canada d'utiliser ces renseignements dans le seul but d'assurer l'exécution des travaux énoncés dans le contrat. Le Canada exigera de ces tiers et de ces entrepreneurs qu'ils n'utilisent ou ne divulguent ces renseignements, sauf lorsque cela s'avère nécessaire pour la préparation d'une soumission, la négociation ou l'exécution des contrats; b. le droit de divulguer les Renseignements Originaux et de Base à d'autres gouvernements, aux fins d'information; c. le droit de reproduire, modifier, améliorer, élaborer ou traduire les Renseignements Originaux et de Base, ou de le faire exécuter par une personne engagée par le Canada. Le Canada, ou une personne désignée par le Canada, détiendra les Droits de Propriété Intellectuelle associés à la reproduction, la modification, l'amélioration, l'élaboration ou la traduction. d. sans restreindre la portée de toute licence ou de tout autre droit que le Canada pourrait autrement détenir sur les Renseignements de Base, le droit, en ce qui a trait à toute partie des Travaux conçue sur mesure ou fabriquée sur mesure, d'exercer tous les Droits de 	4.4	Lorsque les Droits de Propriété Intellectuelle sur des Renseignements Originaux appartiennent ou appartiendront à un sous-traitant de quelque échelon que ce soit, l'Entrepreneur soit obtiendra de ce sous-traitant une licence permettant la conformité avec les points PI 4.1 et PI 4.2, soit demandera au sous-traitant de concéder directement au Canada les mêmes droits, en signant la formule fournie à cette fin par le Ministre, auquel cas l'Entrepreneur remettra cette formule au Ministre, dûment remplie et signée par le sous-traitant, au plus tard à la date de la divulgation au Canada de ces Renseignements Originaux.
	4.5	L'Entrepreneur déclare et garantit qu'il a le droit d'accorder au Canada les licences et tout autre droit lui permettant d'utiliser les Renseignements Originaux et de Base. Si un sous-traitant ou un autre tiers détient ou détiendra des droits de propriété sur des Renseignements Originaux ou de Base, l'Entrepreneur doit soit avoir ou obtenir promptement une licence de ce sous-traitant ou tiers pour qu'il accorde sans délai toute licence requise directement au Canada.
	4.6	Tous les renseignements fournis par le Canada à l'Entrepreneur pour l'exécution des Travaux demeurent la propriété du Canada. L'Entrepreneur doit utiliser ces renseignements uniquement pour l'exécution du Contrat. Si l'Entrepreneur désire utiliser des renseignements appartenant au Canada pour l'exploitation commerciale ou le développement des Renseignements Originaux, il doit obtenir une licence du Ministre. L'Entrepreneur doit expliquer dans sa demande au Ministère les raisons de cette licence et la manière dont il entend utiliser les renseignements. Si le Ministre accepte d'accorder une licence, les conditions seront négociées entre l'Entrepreneur et

	provenant d'expériences ou d'essais, les rapports, les dessins, les plans, les spécifications, les photographies, les manuels et tout autre document, les Logiciels et les Micrologiciels;		© SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA (année)
1.5	« Renseignements de Base » désigne toute Propriété Intellectuelle autre que les Renseignements Originaux qui est incorporée dans les Travaux ou nécessaire à l'exécution des Travaux, qui est la propriété de l'Entrepreneur, de ses sous-traitants ou de tout autre tiers et qui est tenue confidentielle par eux;		ou © HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA (year)
1.6	« Renseignements Originaux » désigne toute Propriété Intellectuelle conçue, développée, produite ou mise en application pour la première fois dans le cadre des Travaux prévus au Contrat.	3.3	Tout renseignement personnel, au sens de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> , L.R., 1985, ch. P-21, recueilli par l'Entrepreneur dans l'exécution des Travaux en vertu du Contrat devient immédiatement au moment de la collecte, la propriété du Canada et doit être utilisé uniquement pour l'exécution des Travaux. L'Entrepreneur n'a aucun droit sur ces renseignements personnels.
2.0	Dossiers et divulgation des Renseignements Originaux		
2.1	Durant et après la période d'exécution du Contrat, l'Entrepreneur doit conserver des dossiers détaillés sur les Renseignements Originaux, incluant les données portant sur leur création, propriété, ainsi que sur toute vente ou tout transfert de tout droit de propriété sur les Renseignements Originaux. L'Entrepreneur doit signaler et divulguer pleinement au Ministre l'ensemble des Renseignements Originaux comme le Contrat l'exige. Si le Contrat ne prévoit pas spécifiquement quand et comment l'Entrepreneur doit le faire, l'Entrepreneur doit fournir ces renseignements dès que le Ministre ou un représentant du Ministre en fait la demande, que ce soit avant ou après l'exécution du Contrat.	3.4	Si les Travaux en vertu du Contrat comprennent l'élaboration d'une base de données ou autre compilation de renseignements utilisant des renseignements ou des données fournis par le Canada et des renseignements personnels mentionnés ci-haut, les Droits de Propriété Intellectuelle sur la base de données ou la compilation contenant ces renseignements appartiendront au Canada. Dès l'achèvement ou la résiliation du Contrat ou dès que le Ministre l'exige, l'Entrepreneur doit remettre au Canada, à moins de stipulation contraire expresse dans le Contrat, ces informations, données ou renseignements personnels ainsi que toutes copies, ébauches, documents de travail et notes qui contiennent ces informations, données ou renseignements personnels.
2.2	L'Entrepreneur indique, lors de chaque divulgation en vertu du présent article, le nom de tous les sous-traitants à quelque échelon qu'ils soient, le cas échéant, auxquels des Droits de Propriété Intellectuelle sur tout Renseignement Original sont ou seront dévolus.	3.5	L'Entrepreneur devra exécuter, à ses frais et promptement, tous les documents relatifs aux Droits de Propriété Intellectuelle des Renseignements Originaux tel qu'exigé par le Ministre. L'Entrepreneur doit fournir au Canada, aux frais du Canada, toute l'aide raisonnable dans la préparation et l'acheminement de toute demande d'enregistrement de Droits de Propriété Intellectuelle, dans toute juridiction, y compris l'aide de l'inventeur s'il s'agit d'une invention.
2.3	Avant ou après que le dernier paiement soit versé à l'Entrepreneur, ce dernier doit donner au Ministre l'accès à l'ensemble des dossiers et des données à l'appui que le Ministre considère pertinent pour permettre l'identification des Renseignements Originaux.		
2.4	Pour toute Propriété Intellectuelle élaborée ou créée dans le cadre des Travaux, le Ministre pourra présumer que celle-ci a été élaborée ou créée par le Canada, si les dossiers de l'Entrepreneur n'indiquent pas que cette Propriété Intellectuelle a été créée par l'Entrepreneur, ou par quiconque au nom de l'Entrepreneur, à l'exception du Canada.	4.0	Licence concernant les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements de Base
3.0	Le Canada détient les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements Originaux	4.1	L'Entrepreneur accorde au Canada une licence non exclusive, permanente, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour l'exercice de tous les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements de Base dans le cadre des activités du Canada. À moins d'exception précisée dans le Contrat, cette licence permet au Canada de faire tout ce qu'il pourrait faire s'il était propriétaire des Renseignements de Base, sauf les exploiter commercialement et en transférer ou en céder la propriété. Cette licence ne peut être limitée d'aucune façon par l'Entrepreneur en donnant un avis prévoyant le contraire, incluant le texte apparaissant sur une licence emballée sous film plastique ou toute autre forme d'emballage, accompagnant un bien livrable.
3.1	Le Canada détient tous les Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements Originaux dès leur conception. L'Entrepreneur n'aura aucun droit à de tels Droits de Propriété Intellectuelle sur les Renseignements Originaux, sauf tout droit qui pourra lui être conféré par écrit par le Canada.	4.2	Pour plus de certitude, la licence du Canada relative aux Renseignements de Base comprend notamment ce qui suit :
3.2	L'Entrepreneur intégrera dans tout Renseignement Original qui fait l'objet d'un droit d'auteur, quelle que soit la forme dans laquelle il est consigné ou le support sur lequel il est consigné, l'un ou l'autre du symbole de droit d'auteur et de l'avis de droit d'auteur suivant :		a. Le droit de divulguer les Renseignements de Base à des tierces parties participant à un appel d'offres ou à des négociations

	<p>contractuelles avec le Canada et le droit d'accorder une sous-licence ou l'autorisation permettant à tout entrepreneur embauché par le gouvernement du Canada d'utiliser ces renseignements dans le seul but d'assurer l'exécution des travaux énoncés dans le contrat. Le Canada exigera de ces tiers et de ces entrepreneurs qu'ils n'utilisent ou ne divulguent ces renseignements, sauf lorsque cela s'avère nécessaire pour la préparation d'une soumission, la négociation ou l'exécution des contrats;</p> <p>b. le droit de divulguer les Renseignements de Base à d'autres gouvernements, aux fins d'information;</p> <p>c. le droit de reproduire, modifier, améliorer, élaborer ou traduire les Renseignements de Base, ou de le faire exécuter par une personne engagée par le Canada, ou une personne désignée par le Canada, détiendra les Droits de Propriété Intellectuelle associés à la reproduction, la modification, l'amélioration, l'élaboration ou la traduction;</p> <p>d. sans restreindre la portée de toute licence ou de tout autre droit que le Canada pourrait autrement détenir sur les Renseignements de Base, le droit, en ce qui a trait à toute partie des Travaux conçue sur mesure ou fabriquée sur mesure, d'exercer tous les Droits de Propriété Intellectuelle sur tout Renseignement de Base qui peuvent être requis pour les fins suivantes :</p> <p>i. l'utilisation, le fonctionnement, la maintenance, la réparation ou la révision de toute partie des Travaux conçue ou fabriquée sur mesure;</p> <p>ii. la fabrication de pièces de rechange destinées à l'entretien, à la réparation ou à la réfection, par le Canada, de toute partie des Travaux fabriquée sur mesure, si ces pièces ne peuvent être raisonnablement obtenues pour permettre l'entretien, la réparation ou la réfection en temps opportun;</p> <p>e. pour un Logiciel créé sur mesure, pour le Canada, le droit d'utiliser tout code source que l'Entrepreneur doit livrer au Canada en vertu du Contrat et de reproduire, utiliser, modifier, améliorer ou traduire le Logiciel.</p>	<p>promptement au Canada et lui appartient. Si un sous-traitant ou un autre tiers détient ou détiendra des droits de propriété sur des Renseignements de Base, l'Entrepreneur doit avoir ou obtenir promptement une licence de ce sous-traitant ou tiers pour qu'il accorde sans délai toute licence requise directement au Canada.</p> <p>4.5 Tous les renseignements fournis par le Canada à l'Entrepreneur pour l'exécution des Travaux demeurent la propriété du Canada. L'Entrepreneur doit utiliser ces renseignements uniquement pour l'exécution du Contrat.</p> <p>5.0</p> <p>5.1 Renoncement aux droits moraux À la demande du Canada, que ce soit pendant ou après l'exécution du Contrat, l'Entrepreneur doit fournir une renonciation écrite aux droits moraux, comme l'indique la <i>Loi sur le droit d'auteur</i>, L.R.C. 1985, c. C-42, de chaque auteur de Renseignements Originaux susceptibles de faire l'objet d'une protection du droit d'auteur et qui doivent être transmis au gouvernement du Canada dans le cadre du Contrat. Si l'Entrepreneur est lui-même l'auteur des Renseignements Originaux, l'Entrepreneur doit renoncer de façon permanente à ses droits moraux sur lesdits renseignements.</p> <p>PI 3 LE DROIT D'AUTEUR SUR LE MATÉRIEL EST DÉVOLU À L'ENTREPRENEUR.</p> <p>1.1 Dans la présente section, « Matériel » signifie tout ce qui est créé par l'Entrepreneur aux fins d'exécution des Travaux prévus au Contrat, qui doit être livré au Canada par l'Entrepreneur et qui est protégé par des droits d'auteur.</p> <p>1.2 L'Entrepreneur détient tous les droits d'auteur sur le Matériel dès sa conception. Bien que l'Entrepreneur détienne les droits d'auteur sur le Matériel, le Canada possède des droits illimités de propriété sur les livrables en vertu du Contrat. Ceci comprend le droit de les mettre à la disposition du public pour son usage contre rémunération ou autrement, et le droit de les vendre ou d'en transférer la propriété.</p> <p>1.3 Puisque le Canada a contribué aux coûts liés à l'élaboration du Matériel, l'Entrepreneur accorde au Canada une licence non exclusive, permanente, irrévocable, mondiale, entièrement acquittée et sans redevance pour l'exercice de tous les droits d'auteur sur le Matériel dans le cadre des activités du Canada. À moins d'exception précisée dans le Contrat, cette licence permet au Canada de faire tout ce qu'il pourrait faire s'il était propriétaire du Matériel, sauf les exploiter commercialement et en transférer ou en céder la propriété.</p> <p>1.4 La licence comprend également : a) le droit de divulguer le Matériel à d'autres gouvernements, aux fins d'information; b) le droit de divulguer le Matériel à des tierces parties participant à un appel d'offres ou à des négociations contractuelles avec le Canada et le droit d'accorder une sous-licence ou l'autorisation permettant à tout entrepreneur embauché par le gouvernement du Canada d'utiliser ces renseignements dans le seul but d'assurer l'exécution des travaux énoncés dans le contrat.</p> <p>1.5 Cette licence ne peut être limitée d'aucune façon par l'Entrepreneur en donnant un avis prévoyant le contraire accompagnant ou non un bien livrable.</p> <p>1.6 L'Entrepreneur déclare et garantit qu'il a le droit d'accorder la licence au Canada. Si un sous-traitant</p>
4.3	L'Entrepreneur s'engage à mettre promptement à la disposition du Canada tout Renseignement de Base pour les fins mentionnées ci-haut, y compris dans le cas de Logiciels, le code source. La licence ne s'applique pas cependant à un Logiciel faisant l'objet de conditions de licence détaillées qui sont prévues ailleurs dans le Contrat. De plus, dans le cas d'un Logiciel en vente libre dans le commerce, l'obligation de l'Entrepreneur de mettre promptement le code source à la disposition du Canada ne s'applique qu'à tout code source qui est sous le contrôle de l'Entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou qui peut être obtenu par l'un d'eux.	
4.4	L'Entrepreneur déclare et garantit qu'il a le droit d'accorder au Canada la propriété des Renseignements Originaux de même que la licence et tout autre droit lui permettant d'utiliser les Renseignements de Base. L'Entrepreneur veillera à ce que tous les Droits de Propriété Intellectuelle des Renseignements Originaux élaborés par un sous-traitant ou un autre tiers soient transférés	

- ou un autre tiers détient ou détiendra des droits d'auteur sur le Matériel, l'Entrepreneur doit avoir ou obtenir promptement une licence de ce sous-traitant ou tiers pour qu'il accorde sans délai toute licence requise directement au Canada.
- 1.7 Le droit d'auteur découlant de toute modification, amélioration ou élaboration du Matériel qui sera effectuée par ou pour le Canada dans l'exercice de cette licence sera dévolu au Canada ou à toute personne désignée par le Canada. Le droit d'auteur sur toute traduction du Matériel effectuée par le Canada sera dévolu au Canada, sans préjudice du droit d'auteur sur le Matériel original.
- 1.8 Le Canada peut retenir les services d'entrepreneurs indépendants pour exercer les droits qui lui sont conférés en vertu du présent article.
- 1.9 Le Canada reproduira l'avis relatif aux droits d'auteur de l'Entrepreneur, le cas échéant, sur toutes les copies du Matériel.
- 1.10 Aucune autre restriction que celles prévues au présent article ne s'appliquera à l'égard de l'utilisation que pourra faire le Canada des copies ou des versions traduites du Matériel.
- 1.11 À la demande du Ministre, l'Entrepreneur devra fournir au Canada, à la fin du Contrat ou à tout autre moment déterminé par le Ministre, une renonciation définitive écrite aux droits moraux, de forme acceptable au Ministre, de la part de chaque auteur qui a contribué au Matériel. Si l'Entrepreneur est un auteur du Matériel, il renonce par les présentes en permanence à ses droits moraux se rapportant au Matériel.
- 1.12 L'Entrepreneur s'engage à fournir au Canada, sur demande, copie de tous les documents de travail, éléments de documentation et renseignements recueillis ou préparés par lui dans le cadre du présent Contrat.
- 1.5 À la demande du Ministre, l'Entrepreneur devra fournir au Canada, à la fin du Contrat ou à tout autre moment déterminé par le Ministre, une renonciation définitive écrite aux droits moraux, de forme acceptable au Ministre, de la part de chaque auteur qui a contribué au Matériel. Si l'Entrepreneur est un auteur du Matériel, il renonce par les présentes en permanence à ses droits moraux se rapportant au Matériel.
- 1.6 L'Entrepreneur s'engage à fournir au Canada, sur demande, copie de tous les documents de travail, éléments de documentation et renseignements recueillis ou préparés par lui dans le cadre du présent Contrat.
- PI 4 LE DROIT D'AUTEUR SUR LE MATÉRIEL EST DÉVOLU AU CANADA**
- 1.1 Dans la présente section, « Matériel » signifie tout ce qui est créé par l'Entrepreneur aux fins d'exécution des Travaux prévus au Contrat, qui doit être livré au Canada par l'Entrepreneur et qui est protégé par des droits d'auteur.
- 1.2 Le Canada est titulaire du droit d'auteur sur le Matériel, et l'Entrepreneur doit apposer sur le Matériel le symbole du droit d'auteur et l'un ou l'autre des avis qui suivent :
- © SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU
CANADA (année)
- ou
- © HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF
CANADA (year).
- 1.3 L'Entrepreneur doit promptement signaler et divulguer pleinement au Ministre tout Matériel créé ou conçu dans l'exécution du Contrat à la fin des Travaux ou à tout autre moment fixé par le Ministre ou prévu au Contrat.
- 1.4 L'Entrepreneur ne doit pas utiliser, copier, divulguer ou publier quelque Matériel que ce soit, sauf si cela est nécessaire à l'exécution du Contrat. L'Entrepreneur signera les actes de cession et autres documents que le Ministre pourra exiger en ce qui concerne le titre ou le droit d'auteur.

ANNEXE A – ÉNONCÉ DES TRAVAUX (EDT)

1. Portée

1.1. Titre

Élaboration de pratiques exemplaires en ce qui concerne les lignes directrices sur l'évaluation des TSA.

1.2. Introduction

Il est nécessaire de formuler des directives nationales au chapitre des pratiques exemplaires sur l'évaluation des troubles du spectre autistique (TSA). À l'heure actuelle, au Canada, différents outils sont utilisés pour établir un diagnostic de TSA. L'utilisation de certains de ces outils nécessite beaucoup de travail ainsi qu'une formation spécialisée. D'autres outils requièrent moins de travail, mais ne permettent parfois pas de poser des diagnostics exacts pour les enfants qui se trouvent sur le spectre autistique. Des cliniciens situés dans des régions plus éloignées demandent des directives quant aux pratiques exemplaires à employer au moment d'évaluer les TSA dans leur collectivité.

1.3. Objectifs liés au besoin

L'objectif du présent projet consiste à réunir divers experts cliniques et des diagnostics dans le domaine des TSA afin qu'ils collaborent en vue d'élaborer un document sur les pratiques exemplaires en matière d'évaluation des TSA fondée sur des données probantes. Nous recherchons un rédacteur spécialisé en méthodologie qui nous aiderait à élaborer des lignes directrices visant à comprendre et à évaluer les divers types de données probantes (p. ex. littérature scientifique, opinions d'experts et pratiques en milieu communautaire) et à produire, en collaboration avec des intervenants experts, un cadre de recommandations consensuelles.

1.4. Contexte et portée particulière du besoin

L'Agence de la santé publique du Canada (ci-après appelée « l'Agence ») entame un processus visant à faciliter l'élaboration de lignes directrices nationales sur le dépistage et le diagnostic des TSA (ci-après appelées « lignes directrices ») chez les enfants et les jeunes. En vue d'appuyer cette initiative, un comité sur les lignes directrices sur les TSA (CLDTSA) a été formé au cours de l'hiver 2014. Le CLDTSA a fait avancer les choses en établissant une portée initiale pour le projet, en effectuant des analyses du contexte, en démarrant des groupes de travail supplémentaires et en formulant des questions de recherche sur lesquelles l'élaboration des lignes directrices devrait se baser.

Le CLDTSA tire son origine du Comité consultatif d'experts sur les TSA (CCETSA), créé en 2011 dans le but de fournir à l'Agence des conseils éclairés sur l'élaboration d'un système national de surveillance des TSA. En 2010, l'Agence a reçu le mandat d'établir ce système de surveillance conçu pour les TSA et d'autres troubles du développement.

En tant que fonction centrale de l'Agence, la surveillance de la santé publique se fait par la promotion de partenariats, le partage ainsi que l'élaboration de normes et de pratiques exemplaires, la création de liens et l'apport de soutien et d'expertise. Cette initiative de surveillance permettra la communication des normes et des pratiques exemplaires en encourageant et en facilitant l'établissement de réseaux de collaboration réciproque au sein des provinces et des territoires et entre ceux-ci. À l'échelle nationale, les normes et les pratiques exemplaires visent le développement d'une infrastructure et d'une capacité de surveillance nationales, fondées sur les besoins régionaux communs.

Un certain nombre de ces besoins font actuellement l'objet de l'élaboration des composantes de base de l'infrastructure du programme de surveillance. Voici les composantes en question : une définition de cas

de TSA; des indicateurs de données; un dictionnaire de données; un cadre d'assurance de la qualité des données. De plus, une composante ajoutée comportera l'élaboration de lignes directrices nationales respectives. L'élaboration de ces lignes directrices constitue un important élément préalable au soutien de l'infrastructure de surveillance des TSA, des capacités en santé publique ainsi que de l'identification et de l'intervention précoces chez les enfants et les adolescents atteints d'un TSA.

Dans le but de faciliter l'élaboration des lignes directrices, l'Agence doit recourir aux services professionnels d'un rédacteur technique/spécialiste de la méthodologie chevronné qui nous aiderait à élaborer les lignes directrices, tel qu'il est indiqué ci-dessous.

Portée des travaux

Les travaux en cause sont complexes et de nature très technique. L'entrepreneur devra :

- déterminer la portée de la tâche, puis planifier et mettre en œuvre un cadre de gestion de projet exhaustif pour l'élaboration et la diffusion d'un document de lignes directrices;
- cibler ou concevoir des méthodologies appropriées fondées sur des données probantes pour l'élaboration de lignes directrices, au sein du cadre de gestion de projet mentionné ci-dessus. Pour y arriver, il sera nécessaire de sélectionner et de mettre en œuvre des méthodologies convenables et fondées sur des données probantes (p. ex. littérature scientifique, opinions d'experts et pratique) en matière de récupération, d'examen et d'évaluation. Il pourrait être nécessaire d'effectuer une revue des pratiques d'évaluation des TSA des provinces et territoires;
- faciliter et coordonner les délibérations du comité sur les lignes directrices en matière de TSA (CLDTSA) et les éléments livrables en produisant des recommandations consensuelles fondées sur des données probantes et des avis d'experts qui constitueraient la base de la première version et de la version finale de l'ébauche de document de lignes directrices. Le CLDTSA est composé d'environ 8 à 10 membres. Une participation régulière aux téléconférences du CLDTSA sera requise, ainsi qu'au moins une rencontre en personne (les frais de déplacement et d'hébergement seront assumés par l'Agence et ne sont pas régis par les présentes modalités);
- faciliter et coordonner un examen externe de la dernière ébauche du document de lignes directrices et apporter les modifications découlant de l'examen, le cas échéant;
- élaborer des éléments livrables en matière d'application des connaissances, et faciliter les processus connexes;
- accomplir toutes les tâches de rédaction liées aux activités susmentionnées.
- Le personnel de l'Agence pourrait participer à la réalisation des éléments livrables (activités) énumérés ci-dessus, si possible et si nécessaire.

2. Exigences

2.1. Tâches, activités, éléments livrables et jalons

L'entrepreneur doit accomplir les tâches et activités ci-dessous afin de fournir les éléments livrables énumérés ci-dessous conformément aux jalons et aux échéanciers établis :

Éléments livrables

1. Élaborer un Cadre de gestion de projets et des processus, démarches, outils et documents connexes (p. ex. portée, mandat et objectifs du projet; cadre de référence; structure de répartition du travail par étapes où figurent tous les éléments livrables et jalons clés).
2. Divers résumés et documents de travail concernant la méthodologie d'élaboration des lignes directrices; un examen systématique des données probantes; une ébauche des recommandations sur les lignes directrices. Voici quelques-unes des principales exigences :
 - a. Une méthodologie d'élaboration de lignes directrices qui décrit en détail les méthodes de conception des activités et des documents ci-dessous :
 - i. La récupération, l'examen et l'évaluation systématiques des données probantes (y compris les opinions d'experts).
 - ii. Une formulation participative et transparente de l'ébauche de recommandations qui tiennent compte des avis des experts et du consensus (au sein des membres du CLD, et y compris des participants externes si nécessaire).
 - iii. Des examens et des consultations externes.
 - iv. L'application des connaissances.
 - v. Le suivi, l'évaluation et les mises à jour futurs.
 - b. Deux ébauches d'un Examen exhaustif des données probantes composé de ce qui suit :
 - i. Examen sommaire des autres lignes directrices sur les TSA qui dresse la liste des situations, méthodes et options associées à leur adoption, le cas échéant (un examen préliminaire exhaustif a été réalisé à l'interne pour cet élément livrable).
 - ii. Résumé critique de la littérature scientifique pertinente en ce qui a trait aux questions de recherche faisant partie de la portée des travaux. Cela pourrait comprendre un examen axé sur les outils d'évaluation et de diagnostic des TSA.
 - iii. Examen des pratiques d'évaluation des TSA dans les provinces et les territoires. Il s'agit d'une exigence potentielle qui devra être confirmée (un examen préliminaire exhaustif a été réalisé à l'interne pour cet élément livrable).
 - iv. Présentation de la première ébauche dans le cadre d'une téléconférence du CLD avec animateur.
 - c. Rapport sur les recommandations relatives aux lignes directrices, première ébauche et deuxième ébauche (finale), basé sur les données probantes et le consensus, par l'entremise :
 - i. de deux ateliers animés par l'entrepreneur visant à atteindre un consensus pour les recommandations sur les lignes directrices portant sur la rédaction d'une première ébauche des recommandations. Ces deux réunions du CLD d'une journée chacune auront lieu à Toronto (endroit : l'Université de Toronto, tel qu'il est indiqué ci-dessous).
3. Rapports réguliers concernant les progrès destinés à l'Agence et au Groupe de travail sur les lignes directrices.
Outils et documents pour les réunions du CLDTSA et procès-verbaux des réunions en question (p. ex. justification des recommandations consensuelles et éléments livrables (mesures à prendre)).

4. Réponses aux examens des intervenants et documentation relative aux examens et consultations externes.
5. Rapport final sur les recommandations relatives aux lignes directrices et/ou produits d'application des connaissances destinés à être publiés. L'entrepreneur sera entièrement responsable de veiller à ce que toutes les versions finales des documents écrits aient été éditées et soient d'une qualité suffisante pour une publication.

Jalons clés et échéanciers

- Méthodologie d'élaboration du cadre de gestion de projet et des lignes directrices : dépôt le 6 janvier 2015.
- Examen exhaustif des données probantes : dépôt et présentation de la première ébauche le 10 mars 2015.
- Examen exhaustif des données probantes : dépôt et présentation de la deuxième ébauche le 7 avril 2015.
- Atelier animé visant à atteindre un consensus (en personne) pour les recommandations relatives aux lignes directrices (première ébauche) : le 20 mai 2015.
- Première ébauche du Rapport sur les recommandations relatives aux lignes directrices : dépôt le 29 juin 2015.
- Atelier animé visant à atteindre un consensus (en personne) pour les recommandations et le rapport sur les lignes directrices (deuxième ébauche) : le 17 septembre 2015.
- Ébauche finale du rapport : dépôt et discussion le 10 novembre 2015.
- Examens et consultations externes : du 12 septembre 2015 au 12 février 2016.
- Version finale du Rapport sur les recommandations relatives aux lignes directrices et des Produits d'application des connaissances : dépôt et présentation au plus tard le 31 mars 2016.

2.2. Spécifications et normes

La qualité et la complétude des éléments livrables mentionnés ci-dessus seront évaluées par le chargé de projet. L'entrepreneur sera entièrement responsable de veiller à ce que toutes les versions finales des documents écrits aient été éditées et soient d'une qualité suffisante pour être publiées.

2.3. Environnement technique, opérationnel et organisationnel

L'entrepreneur soumettra à l'ASPC une copie MS Word ou PDF de la version finale du rapport au plus tard le 1^{er} février 2016. Le document final ainsi que tous les autres éléments livrables doivent être soumis en anglais. Toutes les données et tous les documents soumis en format électronique doivent être compatibles avec IBM.

2.4. Méthode et source d'acceptation

Le développement de chaque élément livrable se fera en consultation avec le chargé de projet de l'ASPC. Les éléments livrables seront soumis à un examen et à des modifications par le chargé de projet. Les jalons seront considérés comme incomplets jusqu'à ce que l'entrepreneur ait apporté les changements demandés à la satisfaction du chargé de projet.

2.5. Exigences en matière de rapports

L'entrepreneur devra soumettre au chargé de projet une (1) copie électronique d'un rapport décrivant les réalisations pour la période donnée, les questions en suspens et les jalons à venir sur une base mensuelle, ou tel que l'exige le chargé de projet.

2.6. Procédures de contrôle de la gestion du projet

La personne désignée comme chargé de projet doit fournir des commentaires à la demande de l'entrepreneur tout au long du processus.

3. Information additionnelle

3.1. Obligations de l'Agence de la santé publique du Canada

Le chargé de projet sera responsable de l'ensemble de la gestion du projet, notamment :

- Assurer la disponibilité du personnel que l'entrepreneur pourrait devoir consulter.
- Fournir d'autres types d'aide ou de soutien si l'ASPC le juge nécessaire.
- Fournir des commentaires sur les ébauches de rapports dans les dix jours ouvrables.

Le chargé de projet est responsable de toute question concernant le contenu du travail effectué en vertu du présent contrat. Tout changement apporté au plan de travail, à la méthodologie, à la portée des travaux ou à la composition du personnel doit être approuvé par le chargé de projet. Tous les changements seront apportés par écrit au moyen d'un formulaire de modification de contrat et publiés par le chargé de projet.

3.2. Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur sera tenu d'effectuer le travail et de satisfaire aux obligations décrites dans le présent énoncé des travaux. Il devra informer le chargé de projet de tout événement exceptionnel ou imprévu ayant des répercussions sur les résultats et les activités du projet. L'entrepreneur collaborera alors de près avec le chargé de projet pour trouver une solution appropriée et satisfaisante. L'entrepreneur veillera également :

- à participer à des réunions avec l'ASPC, si nécessaire;
- à fournir les noms des membres du personnel qui l'aideront;
- à communiquer avec le chargé de projet, au besoin;
- à ce que tous les éléments livrables soient reçus à temps, conformément aux modalités du présent contrat.

3.3. Lieu de travail, emplacement des travaux et point de livraison

Les travaux seront réalisés sur le lieu de travail de l'entrepreneur.

Les deux ateliers (pour de plus amples renseignements, vous reporter à la sous-section 2.1 de l'annexe A) seront animés en personne par l'entrepreneur à l'adresse ci-dessous :

Université de Toronto
Downtown Toronto (St. George) Campus
Health Sciences Building
155, rue Queen, 5e étage, salle 574
Toronto (Ontario) M5T 1P8

À moins d'avis contraire, l'entrepreneur doit utiliser ses propres logiciels et équipement pour s'acquitter des tâches décrites dans le présent énoncé des travaux.

En raison de la charge de travail et des délais actuels, tous les employés affectés à ce contrat doivent être prêts à collaborer étroitement et fréquemment avec le représentant de l'ASPC et les autres employés ministériels.

3.4. Langue de travail

La correspondance et les travaux doivent se dérouler en anglais.

3.5. Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit obtenir et maintenir un contrat d'assurance responsabilité professionnelle approprié.

3.6. Déplacements et subsistance

Les frais associés aux déplacements du 15 avril et du 17 juillet 2015 seront assumés par l'Agence de santé publique du Canada et ne sont pas régis par les modalités financières du présent contrat.

4. Calendrier du projet

4.1. Dates prévues de début et d'achèvement

Les services de l'entrepreneur seront requis pour une période d'environ dix-huit mois à compter de la date d'attribution du contrat. La date prévue pour l'achèvement du projet est le 31 mars 2016.

4.2. Calendrier et niveau d'effort estimatif (structure de répartition du travail)

Voir la section 2.1 « Tâches, activités, éléments livrables et jalons » ci-dessus. Nous nous attendons à ce que le niveau d'effort varie de 1,5 à 5 jours par semaine, en fonction des éléments livrables et des jalons restants.

5. Ressources requises ou types de rôles à jouer

5.1. Les rôles de l'entrepreneur seront centrés sur ce qui suit : diriger et gérer le projet; appliquer des méthodologies d'élaboration des lignes directrices; recueillir et examiner des données probantes pertinentes; animer des discussions complexes et fondées sur des données probantes au sein d'un groupe d'experts spécialisés en évaluation et en prise en charge de troubles du spectre autistique; réussir, au terme d'un processus collaboratif, à établir des lignes directrices canadiennes sur les pratiques exemplaires en évaluation des troubles du spectre autistique chez les enfants et les jeunes.

5.2. L'entrepreneur idéal démontrera :

5.2.1. de solides compétences en gestion de projets;

5.2.2. des connaissances, de l'expérience et une aptitude à appliquer des méthodologies d'élaboration de lignes directrices cliniques;

5.2.3. une expérience pertinente (milieu clinique, universitaire ou communautaire) en formation et une expertise en ce qui a trait aux troubles du spectre autistique ou aux troubles du développement, particulièrement sur les plans de l'évaluation et de la prise en charge;

5.2.4. une expérience et une capacité suffisante en animation de réunions complexes réunissant des groupes d'experts techniques;

5.2.5. des références et des affiliations professionnelles et communautaires directement pertinentes.

6. Documents applicables et glossaire

6.1. Documents applicables

s.o.

6.2. Termes, acronymes et glossaires pertinents

s.o.

exemple de contrat

ANNEXE "B" – EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

Il n'y a pas d'exigences en matière de sécurité

exemple de contrat